



# SEGUNDO EJERCICIO de las pruebas selectivas para el ingreso en la Escala de Titulados Superiores del Instituto Nacional de Seguridad e Higiene en el Trabajo

Convocadas por Resolución de 29 de diciembre de 2023, de la Subsecretaría (BOE, núm. 2 de martes, 2 de enero de 2024), con corrección de errores por Resolución de 15 de enero de 2024, de la Subsecretaría (BOE, núm. 18 de sábado, 20 de enero de 2024).

29 de mayo de 2024



MINISTERIO  
DE TRABAJO  
Y ECONOMÍA SOCIAL

TRIBUNAL DE OPOSICIONES  
TITULADOS SUPERIORES DEL INSHT



## INGLÉS

European Occupational Safety and Health legislation already covers many of the risks that arise from changing industries, equipment, and workplaces. Four Occupational Safety and Health directives have been modernised in recent years, covering personal protective equipment, medical treatment on board of vessels, biological agents at work, and exposure to chemical agents. The Commission has also proposed to revise the Machinery Directive, which addresses risks deriving from digitalisation and the use of machinery that are also relevant to workers' health and safety. It is also proposing the first legal framework on artificial intelligence (AI), which addresses the risks of certain AI systems used in employment, worker management and access to self-employment. Nevertheless, significant technological developments, notably in display screen equipment and workplaces, and the developing needs and capacities of an ageing workforce, require further relevant legislative updates. Industry 5.0 proposes a vision how European industry could lead the green and digital transition by reconciling workers' rights and needs, with technological advancement and planetary boundaries.

Changing forms of work, stemming among others from digitalisation, with an important increase of the population working remotely, will also require new and updated Occupational Safety and Health solutions. The rapid deployment of wireless, mobile and other advanced technologies – and the increased use of such devices for work purposes – require further analysis of workers' exposure to optical radiation and electromagnetic fields, and of possible adverse health effects in the case of more powerful appliances.

The Commission is following the overall developments of new forms of work and business models, especially those linked to the internet-enabled on-demand economy. It has launched a second phase consultation of social partners and, unless social partners are willing to negotiate among themselves, will put forward an initiative to improve the working conditions of people working through digital platforms at the end of 2021. One key aim of this initiative is to ensure adequate working conditions, including in terms of health and safety, of all people working through platforms. This will notably clarify the situation as regards to the Occupational Safety and Health regulations that applies to people recognised as workers while it does not for people qualified as self-employed.

As implementation begins on several initiatives under the European Green Deal and European



chemicals strategy for sustainability, the current limit values of certain hazardous substances used in existing and emerging sectors need to be reviewed. This is relevant both to the question of green transitions and to the prevention of work related diseases, in particular cancer. For lead and cobalt, two hazardous substances frequently used in renewable energy technologies and in battery production, new scientific data indicates that limit values should be reviewed or, in case of cobalt, established.

Another such substance is asbestos. Exposure to asbestos will be a health-risk factor in the renovation wave, which aims to make buildings fit for a climate-neutral future in the context of the European Green Deal. While it can no longer be produced or used in the Europe, there is a legacy problem for workers with the renovation of buildings that often requires the removal of asbestos used many years ago.



## FRANCÉS

La législation de l'Union européenne en matière de Santé et Sécurité au Travail couvre déjà un grand nombre des risques découlant de l'évolution des industries, des équipements et des lieux de travail. Quatre directives Santé et Sécurité au Travail ont été modernisées ces dernières années, couvrant les équipements de protection individuelle, l'assistance médicale à bord des navires, les agents biologiques au travail et l'exposition aux agents chimiques. La Commission a également proposé de réviser la directive Machines, qui traite des risques découlant de la numérisation et de l'utilisation de machines — risques également pertinents pour la santé et la sécurité des travailleurs. Elle propose par ailleurs le premier cadre juridique en matière d'intelligence artificielle (IA), qui aborde les risques associés à certains systèmes d'IA utilisés pour l'emploi, la gestion des travailleurs et l'accès au travail indépendant. Néanmoins, les importantes évolutions technologiques, notamment en ce qui concerne les équipements à écran de visualisation et les lieux de travail, ainsi que les besoins et les capacités en évolution d'une main-d'œuvre vieillissante appellent de nouvelles mises à jour pertinentes de la législation. L'approche Industrie 5.0 propose une vision de la manière dont l'industrie européenne pourrait mener les transitions écologique et numérique en conciliant les droits et les besoins des travailleurs avec le progrès technologique et les limites de la planète.

L'évolution des formes de travail, découlant notamment de la numérisation, avec une forte augmentation de la population travaillant à distance, appellera également des solutions nouvelles et actualisées en matière de Santé et Sécurité au Travail. Le déploiement rapide des technologies sans fil, mobiles et autres technologies avancées — de même que l'utilisation accrue de ces dispositifs à des fins professionnelles — nécessite une analyse plus approfondie de l'exposition des travailleurs aux rayonnements optiques et aux champs électromagnétiques ainsi que des éventuels effets néfastes sur la santé dans le cas d'appareils plus puissants.

La Commission suit l'évolution générale des nouvelles formes de travail et des nouveaux modèles d'entreprise, en particulier ceux liés à l'économie à la demande fondée sur l'internet. Elle a lancé une deuxième phase de consultation des partenaires sociaux et, à moins que ces derniers ne souhaitent négocier entre eux, elle présentera fin 2021 une initiative visant à améliorer les conditions de travail des personnes œuvrant via des plateformes numériques. L'un des principaux objectifs de cette initiative est de garantir des conditions de travail adéquates, y compris du point de vue de la santé et de la sécurité, à toutes les personnes travaillant par



l'intermédiaire de plateformes. Cela permettra notamment de clarifier la situation en ce qui concerne la régulation en matière de Santé et Sécurité au Travail qui s'applique aux personnes reconnues comme travailleurs salariés mais pas à celles qualifiées de travailleurs indépendants.

Étant donné que la mise en œuvre de plusieurs initiatives débute au titre du pacte vert pour l'Europe et de la stratégie de l'Union européenne pour la durabilité dans le domaine des produits chimiques, il convient de revoir les valeurs limites actuelles de certaines substances dangereuses utilisées dans les secteurs existants et émergents. Cette démarche s'inscrit tant dans l'optique de la transition écologique que dans celle de la prévention des maladies professionnelles, en particulier le cancer. Pour le plomb et le cobalt, deux substances dangereuses fréquemment utilisées dans les technologies liées aux énergies renouvelables et dans la production de batteries, de nouvelles données scientifiques indiquent que les valeurs limites devraient être revues ou, dans le cas du cobalt, établies.

L'amiante constitue une autre substance de ce type. L'exposition à l'amiante représentera un facteur de risque pour la santé dans le contexte de la vague de rénovations dont la finalité consiste à adapter les bâtiments en vue de leur neutralité climatique au titre du pacte vert pour l'Europe. Bien que cette matière ne puisse plus être produite ou utilisée dans l'Union européenne, il existe un problème hérité pour les travailleurs de la rénovation des bâtiments, laquelle nécessite souvent l'enlèvement de l'amiante posé il y a de nombreuses années.



## ALEMÁN

Die Arbeitsschutzvorschriften der Europäischen Union decken bereits viele der Risiken ab, die sich aus der Veränderung von Branchen, Geräten und Arbeitsplätzen ergeben. In den letzten Jahren wurden vier Arbeitsschutzrichtlinien modernisiert, die sich auf persönliche Schutzausrüstung, medizinische Versorgung auf Schiffen, biologische Arbeitsstoffe am Arbeitsplatz und Gefährdung durch chemische Arbeitsstoffe beziehen. Die Kommission hat auch eine Überarbeitung der Maschinenrichtlinie vorgeschlagen, die sich mit Risiken befasst, die sich aus der Digitalisierung und dem Einsatz von Maschinen ergeben und auch für die Gesundheit und Sicherheit der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer von Belang sind. Ausserdem schlägt sie den ersten Rechtsrahmen für Künstliche Intelligenz (KI) vor, der sich mit den Risiken bestimmter KI-Systeme befasst, die in den Bereichen Beschäftigung, Personalmanagement und Zugang zur Selbstständigkeit eingesetzt werden. Dennoch erfordern bedeutende technologische Entwicklungen, insbesondere bei Bildschirmgeräten und entsprechenden Arbeitsplätzen, sowie die sich entwickelnden Bedürfnisse und Fähigkeiten einer alternden Erwerbsbevölkerung weitere einschlägige Aktualisierungen der Rechtsvorschriften. Industrie 5.0 enthält eine Vision, wie die europäische Industrie die grüne und die digitale Wende anführen könnte, indem sie die Rechte und Bedürfnisse der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer mit dem technologischen Fortschritt und den Grenzen unseres Planeten in Einklang bringt.

Die sich verändernden Arbeitsformen, die u. a. aus der Digitalisierung resultieren, mit einer erheblichen Zunahme der Telearbeit leistenden Personen, werden auch neue und aktualisierte Lösungen für den Arbeitsschutz erforderlich machen. Die rasche Verbreitung drahtloser, mobiler und anderer fortschrittlicher Technologien – und die zunehmende Nutzung entsprechender Geräte zu Arbeitszwecken – machen eine weitere Analyse der Arbeitnehmerexposition gegenüber optischer Strahlung und elektromagnetischen Feldern sowie möglicher gesundheitsschädlicher Auswirkungen im Falle leistungstärkerer Geräte erforderlich.

Die Kommission verfolgt die allgemeinen Entwicklungen der neuen Arbeitsformen und Geschäftsmodelle, insbesondere im Zusammenhang mit der internetgestützten On-Demand-Wirtschaft. Sie hat eine zweite Phase der Konsultation der Sozialpartner eingeleitet und wird, sofern die Sozialpartner nicht bereit sind, untereinander zu verhandeln, Ende 2021 eine Initiative zur Verbesserung der Arbeitsbedingungen von Menschen, die über digitale Plattformen arbeiten, vorlegen. Ein Hauptziel dieser Initiative ist die Gewährleistung angemessener



Arbeitsbedingungen– auch in Bezug auf Gesundheit und Sicherheit– für alle Menschen, die über Plattformen arbeiten. Dadurch wird insbesondere die Situation in Bezug auf die Regulierung im Bereich Arbeitsschutz geklärt, der für als Arbeitnehmer anerkannte Personen, nicht aber für Selbstständige gilt.

Da die Umsetzung mehrerer Initiativen im Rahmen des europäischen Grünen Deals und der Nachhaltigkeitsstrategie der Europäischen Union für Chemikalien beginnt, müssen die aktuellen Grenzwerte für bestimmte gefährliche Stoffe, die in bestehenden und neu entstehenden Sektoren verwendet werden, überprüft werden. Dies ist sowohl für die Frage der grünen Wende als auch für die Prävention von berufsbedingten Erkrankungen, insbesondere Krebs, von Belang. Für Blei und Kobalt, zwei gefährliche Stoffe, die häufig in Technologien für erneuerbare Energien und bei der Herstellung von Batterien verwendet werden, deuten neue wissenschaftliche Daten darauf hin, dass die Grenzwerte überprüft oder – im Falle von Kobalt – festgelegt werden sollten.

Ein weiterer solcher Stoff ist Asbest. Die Exposition gegenüber Asbest wird ein gesundheitsgefährdender Faktor bei der Renovierungswelle sein, die im Rahmen des europäischen Grünen Deals Gebäude fit für eine klimaneutrale Zukunft machen soll. Obwohl Asbest in der EU nicht mehr hergestellt oder verwendet werden darf, gibt es ein Altlastenproblem für Arbeitskräfte bei der Renovierung von Gebäuden, die oft die Asbestentfernung von vor vielen Jahren verwendetem Asbest umfasst.





MINISTERIO  
DE TRABAJO  
Y ECONOMÍA SOCIAL

TRIBUNAL DE OPOSICIONES  
TITULADOS SUPERIORES DEL INSHT



MINISTERIO  
DE TRABAJO  
Y ECONOMÍA SOCIAL

TRIBUNAL DE OPOSICIONES  
TITULADOS SUPERIORES DEL INSHT